



TCHAD

Léa Vicky Magne Domgho, Allarangaye Moundibaye et Gert-Jan Stads

Tendances clés

- ▶ Une chute des prix mondiaux du pétrole a plongé le Tchad dans une crise économique grave, entraînant une réduction considérable des dépenses publiques. De 2012 à 2016, les dépenses totales de la recherche agricole tchadienne ont diminué de deux tiers.
- ▶ En 2016, le Tchad n'a investi que 0,05% de son PIBA dans la R&D agricole, ce qui est inadéquat si l'on considère la faiblesse de sa productivité agricole, la rapidité de la croissance démographique, l'ampleur de la pauvreté et de la malnutrition, et l'échelle des importations agricoles — et tout cela, dans un contexte de changement climatique défavorable.
- ▶ Une conséquence directe de ce grave sous-investissement est le faible niveau des résultats de la recherche, à la fois en termes de nouvelles variétés de cultures et de publications scientifiques.

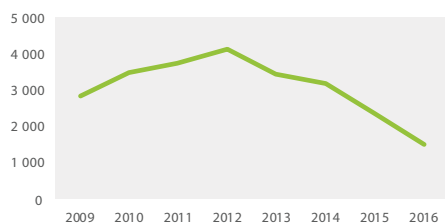
Défis actuels

- ▶ Le Tchad manque d'une masse critique de chercheurs agricoles titulaires d'un doctorat, et près de 80% de ces chercheurs approchent l'âge obligatoire à la retraite.
- ▶ Les infrastructures de recherche délabrées de l'ITRAD rend le travail des chercheurs extrêmement difficile.
- ▶ La disparité hommes/femmes persiste et continue de nuire au développement du Tchad et à sa sécurité alimentaire. La participation des femmes au sein du système de recherche agricole reste extrêmement faible.

Options politiques

- ▶ Pour atténuer l'impact escompté d'éventuels chocs financiers et pétroliers à venir, le gouvernement se doit d'établir des priorités de recherche agricole précises qui visent le long terme et de s'assurer des fonds requis pour appuyer durablement les programmes de R&D.
- ▶ En outre, il devrait identifier des mécanismes créatifs susceptibles de stimuler les contributions au financement de la recherche agricole par des sources multiples. Le potentiel de financement du secteur privé reste largement inexploité au Tchad. Encourager le financement privé implique de fournir un environnement politique plus favorable en termes d'incitations fiscales, de protection des droits de propriété intellectuelle et de réformes réglementaires visant à inciter la diffusion des technologies internationales.

DÉPENSES DE RECHERCHE AGRICOLE



Millions de francs CFA (prix constants 2011)

1 488,8

Millions de dollars PPA (prix constants 2011)

5,9

TCHAD

MALI

NIGER

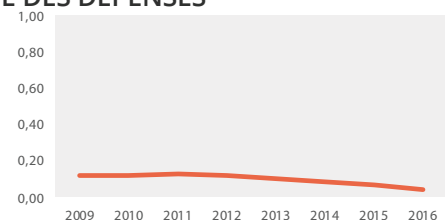
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

57,8

22,2

4,9

INTENSITÉ DES DÉPENSES



Pourcentage du PIBA consacré à la recherche agricole

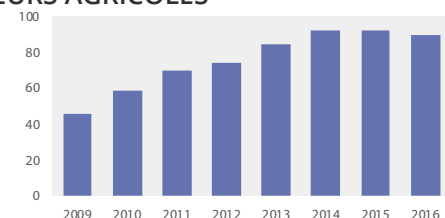
0,05%

0,44%

0,32%

0,40%

CHERCHEURS AGRICOLES



Équivalents temps plein

89,1

295,6

199,9

123,1

Proportion de chercheurs titulaires d'un MSc et PhD

98%

95%

87%

74%

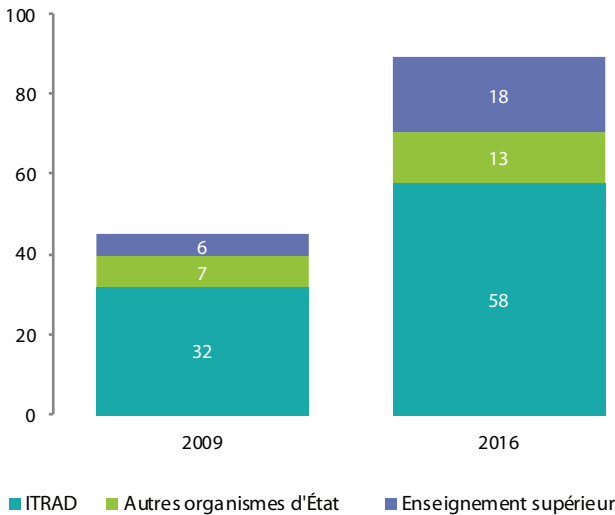
Composition institutionnelle de la recherche agricole

Au Tchad, le nombre total de chercheurs agricoles a presque doublé entre 2009 et 2016, passant de 45 à 89 chercheurs ÉTP. Cette forte croissance est constatée dans toutes les catégories institutionnelles. En 2016, l'ITRAD occupait près des deux tiers des chercheurs agricoles ÉTP du pays.

9 ORGANISMES, 2016

gouvernementaux	4
d'enseignement supérieur	5

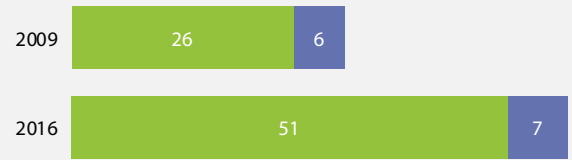
Nbre d'ÉTPs



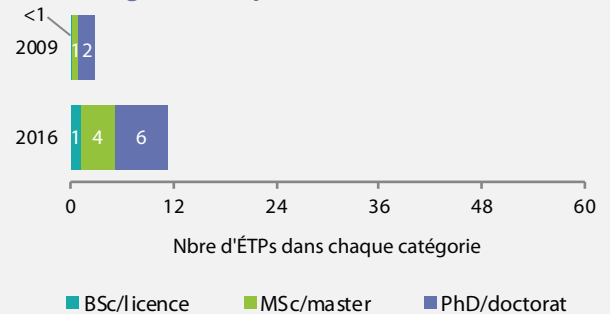
Chercheurs agricoles, par niveau de qualification

Entre 2009 et 2016 le nombre de chercheurs agricoles a augmenté sensiblement aussi bien à l'ITRAD qu'au sein des universités. La croissance à l'ITRAD s'explique surtout par l'afflux de chercheurs titulaires d'un MSc/master. À noter, cependant, que nombre de ces chercheurs de niveau master sont en passe d'obtenir leur PhD/doctorat, ce qui agrandira le corps de chercheurs qualifiés de l'ITRAD.

ITRAD



Enseignement supérieur



Répartition des chercheurs agricoles par secteur et par tranche d'âge

La grande majorité des chercheurs agricoles tchadiens titulaires d'un doctorat ont franchi le cap des 50 ou 60 ans et approchent l'âge obligatoire de départ à la retraite, fixé à 65 ans. Étant donné que cette situation affecte tout particulièrement l'ITRAD, il est crucial que ses jeunes diplômés de niveau master puissent entreprendre des études doctorales.

Répartition des chercheurs agricoles par sexe

En 2016, 4% des chercheurs agricoles tchadiens étaient des femmes. Les chercheuses sont comparativement mieux représentées dans la catégorie licence que parmi les titulaires d'un doctorat.

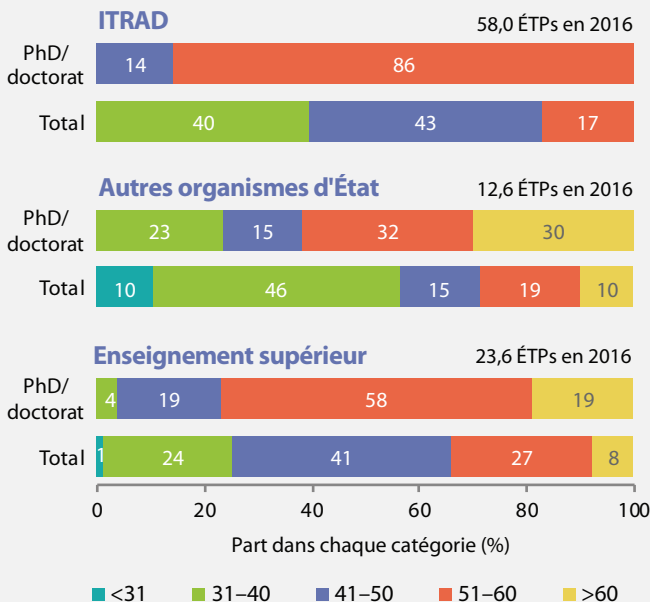


Part des femmes dans chaque niveau de qualification, 2016

BSc/licence 8%	MSc/master 5%	PhD/doctorat 2%
-----------------------	----------------------	------------------------

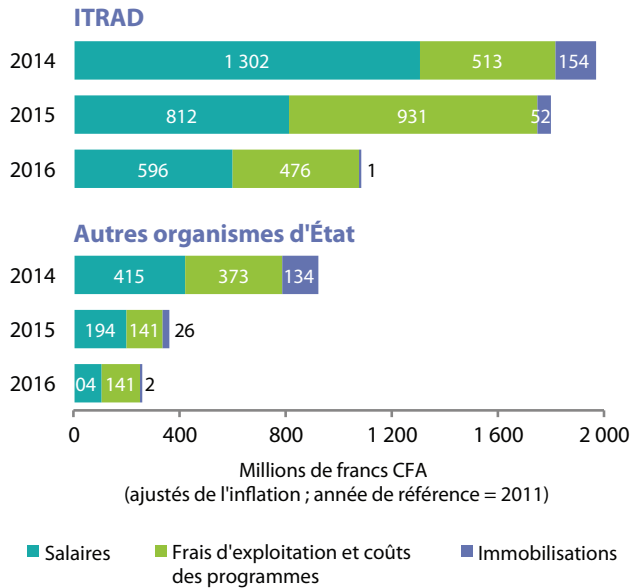
Part des femmes par catégorie d'âge, 2016

< 41 2%	41-50 8%	> 50 2%
----------------	-----------------	----------------



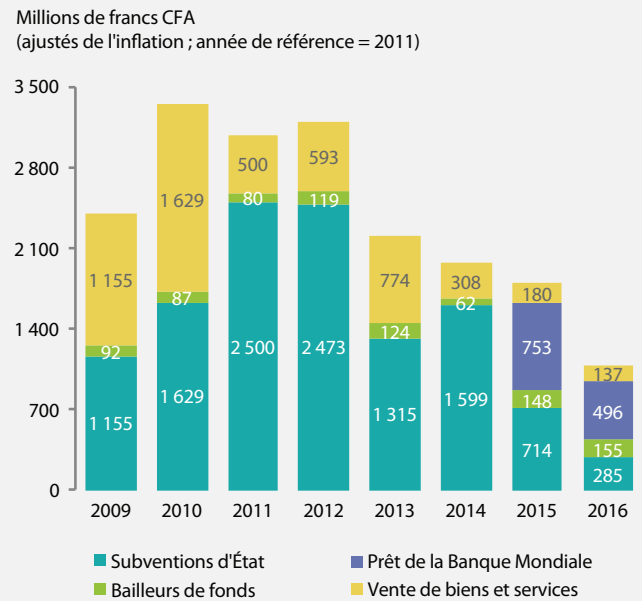
Dépenses de l'ITRAD et d'autres organismes d'État par catégorie de coût

La chute des dépenses annuelles de l'ITRAD a pour cause fondamentale le recul des recettes pétrolières du pays. Plus particulièrement, elle découle d'une révision à la baisse des charges salariales qui sont passées de 1 302 millions de francs CFA en 2014 à 596 millions en 2016. En 2016, les frais d'immobilisations étaient presque inexistants.



Sources de financement de l'ITRAD

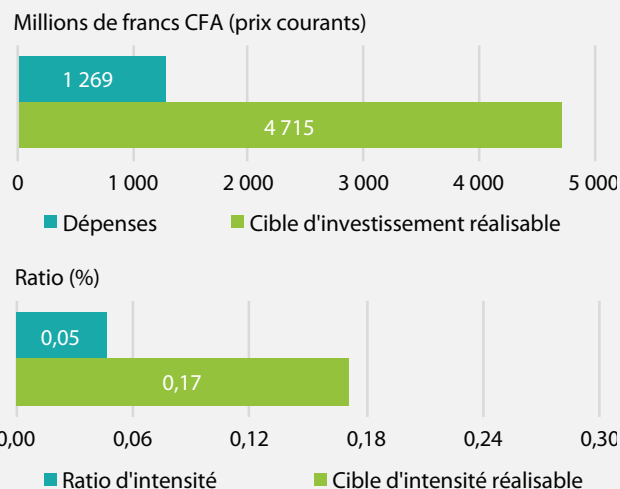
Alors que de 2011 à 2014, la subvention de l'État constituait le gros du financement de l'ITRAD (en moyenne 75%), en 2016, l'État ne contribuait plus qu'à hauteur de 27% au budget de l'institut (contractions dues aux fluctuations des revenus pétroliers); le reste provenait de banques de développement (46%), de bailleurs de fonds (14%, via AfricaRice, USAID, FAO, etc.) et des ventes de produits et services (13%, y compris les contributions du CotonTchad).



Niveaux d'investissement nécessaires pour combler l'écart d'intensité

L'analyse ASTI montre qu'à ce jour aucun pays présentant des conditions économiques similaires à celles du Tchad n'a atteint la cible d'investissement dans la recherche agricole fixée à 1% par les Nations Unies et l'Union africaine, mais qu'un objectif de 0,17% est réalisable. Or pour l'atteindre, en 2016, il aurait fallu que le Tchad investisse 4,7 milliards de francs CFA, soit un complément de 3,4 milliards (prix courants).

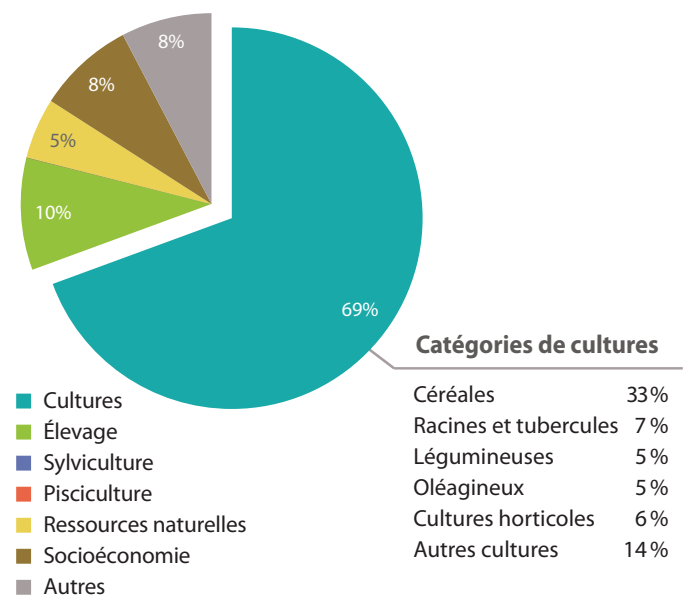
Dépenses réelles et réalisables 2016



Chercheurs agricoles, par filière

Au Tchad, en 2016, 69% des chercheurs agricoles travaillaient sur les cultures, tandis que les domaines de l'élevage absorbaient 10% des ÉTP. Les cultures occupant le plus de chercheurs ÉTP étaient les céréales (riz, maïs et mil), le coton, le manioc, l'arachide, le niébé et les légumes.

Part des chercheurs, 2016



Notes: Les ratios d'intensité de la recherche agricole traditionnels comparent les niveaux d'investissement et de PIBA pour déterminer si un pays a sous-investi dans la recherche ou non. En intégrant d'autres facteurs qui tiennent compte de la taille du pays et de la nature de son économie, l'indice d'intensité ASTI permet de comparer plusieurs pays avec plus de précision. Voir <https://astinews.ifpri.info/2017/07/01/a-new-look-at-research-investment-goals-for-ssa/>.

Ressources pour le Tchad

Cette fiche d'information présente les récentes données sur les performances de la recherche agricole au Tchad. Elle se concentre essentiellement sur des informations relatives aux ressources financières, humaines et institutionnelles et aux résultats de la recherche, tout en mettant en exergue les tendances, les défis et les changements institutionnels. Des ressources additionnelles sont disponibles sur www.asti.cgiar.org/fr et comprennent :



La **page interactive se rapportant au Tchad** présente des données se rapportant aux investissements et aux capacités de la recherche agricole, un outil pour explorer et télécharger ces données, et des hyperliens pour accéder à une variété de publications spécifiques.



L'**outil d'analyse comparative** permet de classer et de comparer des indicateurs de recherche agricole de différents pays africains.



L'**outil de téléchargement de données** permet d'accéder à des graphiques et des ensembles de données ASTI plus détaillés pour le Tchad et bien d'autres pays.



L'**annuaire ASTI** répertorie les organismes effectuant la recherche agricole au Tchad, en spécifiant leur emplacement et quelques indicateurs clés.

english español contact

INDICATEURS RELATIFS AUX SCIENCES ET TECHNOLOGIES AGRICOLES
Données et analyses d'accès libre sur les investissements de ressources financières et humaines dans la recherche agricole des pays à revenu faible et intermédiaire

Accueil Données Régions Publications Partenaires Présentation Pays

TCHAD

Tendances clés
Une chute des prix mondiaux du pétrole a plongé le Tchad dans une crise économique grave, entraînant une réduction considérable des dépenses publiques. De 2012 à 2016, les dépenses totales de la recherche agricole tchadienne ont diminué de deux tiers.
En 2016, le Tchad n'a investi que 0,05% de son PIBA dans la R&D agricole, ce qui est inadéquat si l'on considère la faiblesse de sa productivité agricole, la rapidité de la croissance démographique, l'ampleur de la pauvreté et de la malnutrition, et l'échelle des importations agricoles — et tout cela, dans un contexte de changement climatique défavorable.
Une conséquence directe de ce grave sous-investissement est la faible niveau des résultats de la recherche, à la fois en termes de nouvelles variétés de cultures et de publications scientifiques.

Défis actuels
Alors que le Tchad ne dispose déjà pas de la masse critique de chercheurs agricoles titulaires d'un PhD, près de 78% de ses chercheurs diplômés en doctorat approchent l'âge obligatoire de départ à la retraite.
Le Tchad manque d'une masse critique de chercheurs agricoles titulaires d'un doctorat, et près de 80% de ces chercheurs approchent l'âge obligatoire à la retraite.
Le nombre de variétés nouvelles diffusées par ITRAD au cours des dernières années est extrêmement bas comparé à celui d'autres pays d'Afrique francophone. Les infrastructures de recherche délabrées de l'Institut rend le travail des chercheurs extrêmement difficile.

Options politiques
Pour atténuer l'impact escompté d'éventuels chocs financiers et pétroliers à venir, le gouvernement se doit d'établir des priorités de recherche agricole précises qui visent le long terme et de s'assurer des fonds requis pour appuyer durablement les programmes de R&D.
En outre, il devrait identifier des mécanismes créatifs susceptibles de stimuler les contributions au financement de la recherche agricole par des sources multiples. Le potentiel de financement du secteur privé reste largement inexploité au Tchad.
Encourager le financement privé implique de fournir un environnement politique plus favorable en termes d'incitations fiscales, de protection des droits de propriété intellectuelle et de réformes réglementaires visant à inciter la diffusion des technologies internationales.

Procédures et méthodologies ASTI

- ▶ Les **données sous-jacentes à cette fiche** ont été obtenues principalement par la tenue d'enquêtes primaires, bien que certaines données proviennent de sources secondaires ou des estimations.
- ▶ Par **recherche agricole**, ASTI entend celle du secteur public, de l'enseignement supérieur et du secteur à but non lucratif ; est exclue la recherche conduite par le secteur privé à but lucratif en raison de l'insuffisance des données disponibles.
- ▶ Pour calculer ses statistiques sur les ressources humaines et financières, ASTI se base sur l'**équivalent temps-plein (ÉTP)**, qui prend en compte la proportion de temps effectivement consacré à la recherche par rapport au temps accordé à d'autres activités.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale de 2011 et en **dollars de parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011**. En comparant les prix d'un plus grand éventail de biens et services locaux — par contraste à des biens et services échangés sur les marchés internationaux — les PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des différentes devises que ne le font les taux de change officiels.
- ▶ Les montants que **dépense le secteur de l'enseignement supérieur** pour sa recherche font l'objet d'une estimation, car il s'avère impossible de les isoler des autres dépenses du secteur.
- ▶ Notez que l'**arrondi des décimaux** peut faire en sorte que le total soit supérieur ou inférieur d'une unité à la somme des parts.



Pour de plus amples informations sur les procédures et méthodologies ASTI, consultez www.asti.cgiar.org/fr/methodology.

Sigles et acronymes

ÉTP	Équivalents temps plein
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ITRAD	Institut Tchadien de Recherche Agronomique pour le Développement
PIBA	Produit intérieur brut agricole
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux de change)
R&D	Recherche et développement expérimental
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Concernant ASTI, IFPRI et ITRAD

En collaboration avec un vaste réseau d'institutions internationales et d'organismes nationaux et régionaux de R&D agricole, **le programme ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles** constitue une source fiable d'information sur les systèmes de R&D agricole du monde en développement. ASTI relève de l'**Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)** qui, en tant que membre du CGIAR, propose des solutions empiriques aux problèmes de la faim, la malnutrition et la pauvreté. L'**Institut Tchadien de Recherche Agronomique pour le Développement (ITRAD)** est le principal organisme de recherche agricole du Tchad. Il relève du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement et ses recherches portent sur les cultures, la foresterie, les pêcheries et les ressources naturelles.

ASTI/IFPRI et ITRAD remercient les organismes de R&D agricole ayant participé et contribué à la collecte des données et à la rédaction de cette fiche d'information. ASTI remercie également la Fondation Bill & Melinda Gates et le programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés d'avoir apporté un soutien généreux à ses travaux en Afrique subsaharienne. Cette fiche constitue un produit ASTI direct qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation par des pairs ; les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions ni de l'IFPRI ni de l'ITRAD.

Copyright © 2018 Institut international de recherches sur les politiques alimentaires et Institut Tchadien de Recherche Agronomique pour le Développement. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et ITRAD). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse ifpricopyright@cgiar.org si vous souhaitez rééditer le texte intégral.